

SPÉCIAL ÉLECTIONS RÉGIONALES

14-21 mars 2010

3 questions aux candidats

Paysan Breton a posé trois questions aux listes candidates aux élections régionales : politique environnementale, transport et aménagement des territoires ruraux. Nous vous présentons dans ce dossier, la position des listes qui ont répondu à nos questions dans le délai imparti.

Le gouvernement a décidé un plan de lutte contre les algues vertes. Pour vous, va-t-il assez loin ou trop loin ? Compte tenu du contexte économique agricole actuel, la région doit-elle accompagner ce plan ?



Jean-Yves Le Drian
(Parti Socialiste)
Liste "Bretagne solidaire, créative et responsable"

"La Région est prête à prendre sa part"

Le gouvernement semble avoir enfin pris la mesure de la gravité du problème. Nous avons déjà perdu beaucoup de temps. Si nos demandes répétées de transfert de la compétence sur l'eau et de régionalisation des aides de la Pac avaient été entendues, nous aurions depuis longtemps fait de la lutte contre ce fléau une grande cause régionale. Désormais le plan national est là, la Région ne peut pas se permettre de rester en retrait, c'est une question de responsabilité. Nous serons un partenaire exigeant de ce plan. Nous reconnaissons des avancées notables en matière de prévention, de renforcement de la réglementation, de contrôle, d'expertise scientifique partagée. En outre, la mise en place d'un Comité régional de suivi

démontre une volonté de concertation. Pour être efficace, il est indispensable que ce comité soit co-présidé par la Région. Nous regrettons néanmoins que le plan n'aborde pas la question cruciale de la gestion du foncier. De plus, il reste très évasif sur le financement et semble compter sur un effort important des collectivités sans même les avoir consultées. Il faut pourtant être réaliste : régler le problème des algues vertes demandera des efforts supplémentaires de la part de la profession agricole, qui ne pourront être fournis sans soutien public. Ce soutien devra être formalisé par un contrat clair entre l'agriculteur et les pouvoirs publics. La Région est prête à prendre sa part pour sortir ensemble de ce problème par le haut.



Bruno Joncour
(MoDem)
Liste "Bretagne au Centre"

"Les 140 millions d'euros annoncés seront sans doute, insuffisants"

Pleinement conscients de l'impact négatif des algues vertes sur l'environnement et l'image de la Région, les agriculteurs se sont engagés, ces vingt dernières années, pour l'amélioration de la qualité de l'eau. Ils ont obtenu des progrès importants. Il faut poursuivre cette politique de reconquête de la qualité de l'eau. C'est l'affaire de tous. Le plan de l'Etat, à la fois curatif et préventif, va dans le bon sens. Mais, les 140 millions d'euros annoncés pour les cinq ans à venir seront, sans doute, insuffisants. Pour que cette politique de l'eau

soit efficace, il faut qu'il y ait un chef de file clairement identifié. Nous avons soutenu la Région pour obtenir cette responsabilité. Ces dernières années, la Région a accompagné financièrement les efforts des agriculteurs dans les mises aux normes et dans les mesures agro-environnementales. Elle a aussi assuré une part du financement des SAGE. Nous intensifierons ces efforts. Nous sommes convaincus qu'il faut, réconcilier agriculture et protection de l'environnement, tout en maintenant le potentiel de production agricole breton.



Bernadette Malgorn
(Majorité présidentielle)
Liste "Ensemble dessinons la Bretagne"

"C'est d'abord une affaire de solidarité nationale"

Le plan gouvernemental va dans le bon sens. C'est la première fois que l'Etat dégage des moyens significatifs sur ce dossier, sachant qu'il doit respecter le calendrier fixé par Bruxelles. Il prend en compte les volets préventif et curatif et prévoit une expertise qui dépasse la Bretagne pour mieux comprendre les phénomènes complexes à l'origine de la prolifération. La Région doit l'accompagner avec détermination et vigilance mais c'est d'abord une affaire de solidarité nationale. Le Conseil régional doit

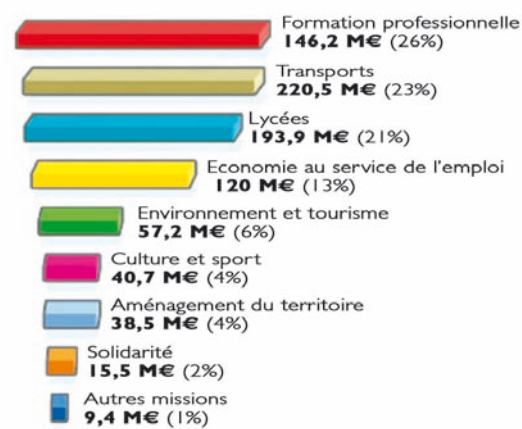
soutenir la recherche dans la mise en place de bonnes pratiques en amont pour limiter les intrants et favoriser les modèles herbagers et en aval, pour traiter et valoriser les déchets, par exemple par la méthanisation. Chacun doit reconnaître les efforts engagés par le monde agricole dans la bataille de la reconquête de la qualité de l'eau. Ils doivent se poursuivre. Ils atteindront d'autant plus vite des résultats qu'ils seront équitablement partagés et qu'ils tiendront compte des spécificités de chaque bassin.

La Région, un budget de 1,15 milliard d'euros

Le budget de la région Bretagne, c'est 1,15 milliard d'euros. La part de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans ce budget est loin d'être négligeable, même s'il s'avère difficile d'avancer un chiffre précis. Tout en sachant que la population agricole est aussi concernée par l'ensemble des politiques régionales le secteur émerge pour ses spécificités dans différents domaines :

- La formation au travers de la promotion des formations ou des investissements dans les lycées agricoles, des CFA ou CFPPA.
- Le transport par exemple avec la modernisation des installations portuaires qui profitent aux entreprises d'amont et d'aval.
- L'économie agricole par les aides à l'installation des jeunes, la mise aux normes des exploitations.
- L'économie agroalimentaire par le soutien aux entreprises et aux filières, l'aide à l'innovation, l'accompagnement à l'international...
- L'aménagement du territoire dans le cadre du contrat de plan Etat-Région, et de l'implication fort de la Région dans l'établissement public foncier régional.

Les dépenses de la Région (2010)



Charles Laot
Liste "Terres de Bretagne"

"La lutte contre les algues vertes ne doit pas être un combat contre l'agriculture"

Depuis quinze ans, l'engagement des agriculteurs bretons en faveur de l'environnement a été colossal, faisant de la Bretagne la première région française au niveau de la baisse des taux de nitrates. Face au problème des algues vertes il faut bien entendu continuer à travailler. Le ramassage en mer est un moyen curatif à développer pour limiter leur prolifération. Au niveau des mesures préventives il ne faut pas se tromper de bataille. La lutte contre les algues vertes ne doit pas être un combat contre l'agriculture bretonne. Nous devons y travailler collectivement. Le monde agricole a déjà investi énormément pour

l'environnement, le reste de la collectivité est-il prêt à s'engager au même niveau ? Nous regrettons que le Gouvernement ait décidé d'appliquer des mesures sur l'ensemble des zones algues vertes de Bretagne, sans attendre les résultats des expérimentations qui seront engagées dans les Côtes d'Armor. Nous serons donc très attentifs à la mise en œuvre de ce plan, pour que les spécificités des territoires concernés soient prises en compte. L'accompagnement de la Région est évidemment une nécessité. Les agriculteurs bretons sont prêts à poursuivre leur engagement en faveur de l'environnement à condition de pouvoir vivre de leur métier.



Jean-Paul Félix
Liste "Front National"

"L'essentiel est de recréer un lien fort sol-animal"

Le Gouvernement et la Région doivent continuer à lutter pour résorber le fléau des algues vertes. C'est une question de santé publique, et d'avenir économique (tourisme, image commerciale des produits du terroir...). Toutes les solutions

techniques sont à soutenir, (bandes enherbées, couverts végétaux, méthanisation...). Cependant, l'essentiel est de recréer un lien fort sol-animal. Peut-on concevoir de conserver la moitié des animaux de France en Bretagne ?



Guy Hascoët
Liste "Europe Ecologie Bretagne"

"Le modèle agroalimentaire breton est au coeur des débats de société"

Agriculture et environnement forment un couple indissociable : Europe Ecologie Bretagne veut réconcilier emplois, respect des milieux naturels, santé et qualité de l'alimentation. Le plan gouvernemental est très insuffisant pour résoudre le fléau des marées vertes. La Région ne doit pas le financer

mais bien proposer un plan alternatif crédible, qui sera élaboré en concertation avec tous les acteurs concernés. Le modèle agroalimentaire breton est au coeur des débats de société et les agriculteurs ont tout intérêt à prendre la mesure du changement de pratiques nécessaire, pour valoriser leurs produits et leur image.

L'éloignement de la Bretagne des grands centres de consommation handicape la production agricole et agroalimentaire. D'autant que celle-ci, contrainte au transport routier, pourrait être pénalisée par de nouvelles taxes écologiques. Quel choix politique, économique et technique pour la Région ?

Ensemble dessinons la Bretagne

Bernadette Malgorn
(Majorité présidentielle)

"L'achèvement de la mise à 2x2 voies de la RN 164"

Notre défi est de renforcer notre compétitivité alors que de la pointe de la Bretagne, nous devons satisfaire des marchés qui s'éloignent vers

l'Est. Et de plus en produits frais. En restant compétitifs. Première priorité : l'achèvement de la mise à 2x2 voies de la RN 164, notre route de l'agroalimentaire irriguant le Centre Bretagne. Il faut aussi développer les transports multimodaux autour de plateformes logistiques en nous rapprochant ainsi de nos marchés. Nous avons un atout : nos bassins de production dans l'élevage et les légumes. Mais notre périphéricité doit être reconnue dans un esprit d'aménagement du territoire.

Terres de Bretagne

Charles Laot

"Pourquoi ne pas tirer parti de nos productions régionales ?"

Par le passé, la Bretagne a su relever le défi de son désenclavement, poursuivons-le ! Au lieu des taxes Carbone et Borloo, nous voulons une politique logistique volontariste pour faciliter les transits de marchandises ! Puisque notre éloignement géographique est pénalisant,

pourquoi ne pas tirer parti au maximum de nos productions régionales ? L'offre est diversifiée et certaines importations agro-alimentaires paraissent incohérentes. L'agriculture bretonne fournit des productions de qualité et tracées à un prix très abordable pour le consommateur. Cela peut être valorisé si l'ensemble de la filière prend conscience qu'il est vital de maintenir nos exploitations et si l'ensemble des intervenants se considèrent comme des partenaires et non comme des concurrents.

Bretagne au Centre

Bruno Joncour
(MoDem)

"Que soit pris en compte le caractère périphérique de notre région"

Conseillers régionaux, membres de la liste «Bretagne au Centre», nous avons pris clairement position contre l'écotaxe poids-lourds en Bretagne. En février 2009, nous manifestions contre ce projet au côté des acteurs économiques.

L'absence en Bretagne d'alternative au réseau routier et la dimension nationale de cette taxe annoncée pour janvier 2012 va fragiliser la compétitivité des entreprises bretonnes et l'emploi. Il faut rester vigilant car le gouvernement envisage de nouveaux projets (écotaxe). Nous continuerons à nous battre pour exiger que soit pris en compte le caractère périphérique de notre région. Nous nous opposerons également à toute remise en cause de la gratuité de nos voies express, idée évoquée il y a peu dans les médias.

Bretagne Solidaire

Jean-Yves Le Drian
(Parti Socialiste)

"Les circuits logistiques vont devoir s'adapter"

La périphéricité est un défi majeur pour l'avenir de notre région. Il est clair que les circuits logistiques vont devoir

s'adapter. Nous misons beaucoup sur un Plan fret multimodal qui associera route, rail, et transport maritime, pour rester connecté aux réseaux européens. A titre d'exemple, la mise à 2x2 voies de la RN 164 est pour nous essentielle, mais nous voulons aussi reconnecter Pontivy au réseau ferroviaire. Notre politique de transports sera étroitement liée à notre politique en faveur des filières agro-alimentaires.

Front National

Jean-Paul Félix

"Il est donc inutile de rajouter une taxe aux taxes"

La Bretagne contrainte aux transports routiers ? Pourquoi ? Parce que le fret ferroviaire n'est pas fiable, compte tenu du monopole et de l'emprise syndicale ? Trouvons les réponses à ces questions !

Par ailleurs, compte tenu du taux de taxe sur le carburant, et donc du prix de celui-ci, tous les chefs d'entreprise mettent en oeuvre des économies d'énergie. Il est donc inutile de rajouter une taxe aux taxes. D'autre part, même d'un point de vue écologique, cette taxe est-elle bénéfique compte tenu de l'absence de certitude concernant le réchauffement climatique et la responsabilité humaine vis à vis de celui-ci.

Europe Ecologie Bretagne

Guy Hascoët

"Développer le fret ferroviaire"

Il faut développer le fret ferroviaire, pour permettre de faire circuler les produits bretons sans dépendre du renchérissement des prix du pétrole. Europe Ecologie

Bretagne s'est prononcé par exemple pour qu'en parallèle de la création de la Ligne à grande vitesse, les infrastructures existantes soient utilisées pour le fret. Deuxièmement, le potentiel des circuits courts est aujourd'hui sous-exploité. La Région devra soutenir la création de filières locales dans tous les territoires, qui offrent aux agriculteurs des débouchés locaux sans pertes financières dues au transport.

La baisse accélérée du nombre d'exploitations professionnelles en Bretagne freine le dynamisme économique des communes rurales. Que peut faire la Région pour maintenir la vitalité des territoires ruraux ?

Terres de Bretagne

Charles Laot

"Une gestion du foncier mieux réfléchie"

Les hommes et les femmes qui vivent directement ou indirectement de l'agriculture assurent une répartition équilibrée de la population sur l'ensemble du territoire et participent activement à la dynamique des communes rurales. Il ne peut pas y avoir de territoire vivant sans une agriculture forte. La vitalité des territoires ruraux passe par une gestion du foncier mieux réfléchie pour permettre aux exploitants de produire

sereinement, tant sur le plan économique que sur celui des relations avec le voisinage. La vitalité des territoires ruraux passe aussi par une juste rémunération du travail des paysans et un juste prix des produits pour les consommateurs. La Région doit peser politiquement pour garantir la transparence de la répartition de la valeur ajoutée au sein de la filière agricole et agro-alimentaire. La vitalité des territoires passe enfin par le développement des opportunités offertes par l'agriculture dans le domaine du tourisme (entretien des territoires ruraux, agrotourisme) et de l'énergie (méthanisation, cogénération, photovoltaïque, bois énergie, etc).

Front National

Jean-Paul Félix

"Protectionnisme et priorité donnée à la production locale"

Cela ne dépend pas de la région mais de la volonté

Europe Ecologie Bretagne

Guy Hascoët

"Ne plus consacrer les moyens régionaux à réparer les dégâts du productivisme"

La Région, nous doublerons le budget alloué à l'agriculture et nous agirons sur le foncier, pour promouvoir l'installation de jeunes et dynamiser les filières innovantes. Structurer des filières de territoires permettra à la fois d'assurer des débouchés locaux et de développer l'activité de proximité (petites structures de transformation des produits, commercialisation, etc.). Par ailleurs il est inacceptable que la Bretagne, première région agricole de France, soit à l'avant-dernière

politique de restaurer les protections douanières afin de redonner de la valeur à nos produits, agricoles comme industriels. La Région doit soutenir toutes les initiatives allant dans le sens d'un nouveau protectionnisme et d'une priorité donnée à la production locale. C'est une évidence économique et écologique.

place des Régions en termes de revenu paysan. La Région soutiendra en priorité le passage à des productions de qualité issues de l'agriculture paysanne et biologique, synonymes de valeur ajoutée pour les agriculteurs. Nous faisons le choix (comme d'autres régions de France et d'Europe) de ne plus consacrer les moyens régionaux à réparer les dégâts du productivisme, mais au contraire de mener une politique de projets pour les générations futures. Il est temps de dé-corporatiser le débat et d'agir dans le cadre de partenariats solides avec le réseau associatif. A la veille de la réforme de 2013, Europe Ecologie Bretagne pèsera avec les autres régions d'Europe pour que la prochaine Pac soit plus légitime et s'inscrive dans le cadre de la souveraineté alimentaire des peuples.

Bretagne au Centre

Bruno Joncour
(MoDem)

"S'engager davantage pour l'installation de jeunes agriculteurs"

La Région doit s'engager davantage pour l'installation de jeunes agriculteurs et la reprise d'exploitation. Elle doit mieux les accompagner dans les mises aux normes sanitaires, bien-être animal et environnemental, appuyer les organisations professionnelles dans les démarches de labellisation, d'IGP, de diversification (tourisme, services, vente directe...). Elle doit aussi, dans les débats

européens actuels, défendre une Pac régulatrice des marchés, qui permette aux agriculteurs de compter sur des prix plus rémunérateurs et plus stables, gage de réussite dans la durée. Nous ferons une politique d'aménagement du territoire plus ambitieuse qui placera, au premier plan, le réseau de villes moyennes bretonnes (maintien des services publics : emploi, logement, santé, éducation, culture...) et réalisera les actions prioritaires pour désenclaver les zones fragiles : transports (RN164, axe Triskell, TGV, réseau TER Bretagne centrale et Nord-Sud), réseaux numériques (résorption des zones blanches et accès haut débit sur tout le territoire breton)...

Ensemble dessinons la Bretagne

Bernadette Malgorn
(Majorité présidentielle)

"Un nouveau pacte de confiance avec la société bretonne."

L'agriculture et l'agroalimentaire restent des activités d'avenir pour la Bretagne. Les structures peuvent évoluer mais nous devons faire vivre ensemble

des agricultures écologiquement productives, biologiques, de terroirs et de circuits courts. Nous proposons de sceller un nouveau pacte de confiance entre l'agriculture et la société bretonne. Une offre touristique renouvelée et les services à la personne constituent des gisements d'emplois et d'activités nouvelles. La diffusion du très haut débit dans tous les foyers favorisera le télétravail. Nous encouragerons le développement de commerces pluriactivités, y compris les services au public.

Bretagne Solidaire

Jean-Yves Le Drian
(Parti Socialiste)

"Nous maintiendrons nos financements en direction des 21 pays bretons"

L'agriculture reste en effet essentielle pour le dynamisme des zones rurales. L'installation demeure pour nous une priorité. À cet effet nous mettrons, entre autres, à

profit le nouvel Etablissement public foncier régional pour réguler l'utilisation du foncier en partenariat avec la Sbafer. Nous lancerons également un Schéma régional de services publics pour lutter contre la disparition des services de proximité en milieu rural. Par ailleurs, nous maintiendrons nos financements en direction des 21 pays bretons, malgré la volonté du gouvernement de les supprimer. L'équilibre du territoire restera un axe fort du mandat à venir.